



« Le carton jaune n'est pas une raison pour freiner complètement – il devrait au contraire être l'occasion d'enfin passer à la bonne vitesse. »

Alexander Keberle

Conjoncture et croissance

La Suisse n'a pas besoin d'un freinage d'urgence, mais de trouver le bon rythme

07.08.2026

D'un coup d'oeil

Avec l'initiative «Suisse à 10 millions d'habitants», la population a donné un carton jaune aux responsables politiques. 45% des votants se sont prononcés contre une croissance excessive en estimant que «maintenant ça suffit». Cette préoccupation est compréhensible et doit être prise au sérieux. Mais pour en tirer les leçons qui s'imposent, attention à deux raisonnements erronés qui peuvent induire en erreur.

Premièrement, on peut être tenté de réagir à court terme, selon la logique entendue dans certaines prises de parole : si l'on fait suffisamment baisser l'attractivité de la Suisse – en augmentant la fiscalité ou en supprimant la promotion économique – le problème se résoudra de lui-même. C'est vrai – mais les dommages collatéraux seraient énormes. Car la croissance, ce n'est pas une question de vacances coûteuses ou de voitures de luxe. Mais une question de niveau de vie. Il en va du financement de notre «îlot de prospérité», où nous avons la chance de vivre, même si tout n'est pas parfait: le haut niveau des salaires, un système de santé exemplaire, la qualité de l'éducation et de la formation, des trains ponctuels, des routes bien entretenues et un système social fort. Si l'on en coupe les racines, il ne faudra pas s'étonner de voir les feuilles se faner.

Deuxièmement – et cela en surprendra plus d'un –, la Suisse ne connaît pas une croissance économique particulièrement élevée. En termes de puissance économique absolue, nous occupons certes l'une des premières places mondiales. Mais en matière de croissance de notre puissance économique, nous sommes presque en queue de peloton par rapport aux autres pays développés (OCDE). On peut dire beaucoup de choses sur l'économie, mais certainement pas qu'elle croît trop vite en Suisse.

Une croissance en largeur – et en profondeur

On confond souvent deux choses. La croissance en largeur résulte simplement d'une population plus nombreuse : plus de personnes, plus de performance économique. Ce type de croissance renforce la taille économique de la Suisse en tant que pays et s'avère utile partout où le volume est un facteur déterminant, par exemple dans le financement de grands projets. La croissance en profondeur, en revanche, résulte d'une création de valeur plus élevée par personne – ou en termes économiques : d'une productivité croissante. Ce type de croissance détermine la part de prospérité qui revient à chaque individu.

On peut débattre sur la croissance en largeur ; si on en a besoin, si on l'accepte ou la rejette, car c'est une croissance qui s'accompagne d'effets secondaires. En ce qui concerne la croissance en profondeur, en revanche, la situation est claire : seuls ceux qui souhaitent vraiment une décroissance, synonyme de baisse du niveau de vie, peuvent être contre. D'autant que la croissance en profondeur n'est pas limitée. Son potentiel augmente avec

chaque progrès technologique. Ainsi, l'économie a doublé sa création de valeur tout en réduisant de moitié ses émissions de CO₂. Il est donc bel et bien possible de faire plus avec moins.

Où en est la Suisse ? La croissance de ces dix dernières années s'est répartie à hauteur de 50 à 80 % en profondeur et de 20 à 50 % en largeur. La bonne nouvelle : nous croissons en profondeur. La mauvaise : nous grandissons aussi en largeur.

Un sol rocailleux

Si l'on imagine l'économie comme une plante dont les racines s'étendent en largeur ou en profondeur, c'est en profondeur que nous rencontrons un problème. La réglementation et la bureaucratie augmentent, la sécurité d'approvisionnement énergétique fait défaut, le développement des infrastructures est bloqué, le protectionnisme de nombreux pays complique l'accès aux marchés – un sol rocailleux dans lequel les racines ne pénètrent qu'avec peine. Les données le confirment : notre productivité est à la traîne par rapport à celle d'autres pays développés. Ce sont justement l'industrie, la pharma, la finance et le numérique – des secteurs qui génèrent beaucoup de prospérité avec peu d'immigration – qui faiblissent. Nous observons les premiers signes d'une désindustrialisation, telle que l'Allemagne la vit déjà. Et même le secteur pharmaceutique faiblit, alors qu'il était le moteur par excellence de la croissance en profondeur.

Pour un regain de productivité dont nous avons un besoin urgent, il faut des mesures fortes : un accord de libre-échange avec le Mercosur, une réduction de l'empreinte de l'Etat – par exemple via le « frein à l'administration excessive » des Jeunes libéraux-radicaux – ainsi qu'une véritable sécurité d'approvisionnement énergétique, pour laquelle la levée de l'interdiction du nucléaire et l'accord sur l'électricité sont essentiels.

En tant que pays, nous devons tirer les bonnes leçons de ce carton jaune, sans recourir à des solutions de façade dangereuses. La Suisse doit faire le travail qu'elle a mis de côté pendant la période de conjoncture favorable : se concentrer sur la productivité, renforcer la croissance qualitative. Le carton jaune n'est pas une raison pour freiner complètement – il devrait au contraire être l'occasion d'enfin passer à la bonne vitesse.

La version originale de cet article a été publiée le 7 août 2026 dans la NZZ.



Alexander Keberle

Responsable Politique de la place économique, membre de la direction



Rudolf Minsch

Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste,
Vice-président du comité de direction